

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6403>

The logo of the Union Juive Française pour la Paix (UJFP) is displayed in a stylized, blocky font. The letters are dark red with a white outline, set against a light blue background.

# L'Union Juive Française pour la Paix appelle aux marches populaires du 26 mai

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -



Date de mise en ligne : jeudi 24 mai 2018

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

**L'appel national à ces marches se conclut ainsi :**

**Dans le respect de nos champs d'interventions respectifs, nous voulons aller au-delà de toutes les mobilisations positives qui existent déjà et rassembler toutes les forces sociales, syndicales, associatives, politiques pour construire et réussir ensemble un grand rendez-vous citoyen. Partout en France organisons le samedi 26 mai une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité.**

Oui, un constat s'impose, et dans tous les champs d'intervention de l'UJFP nous constatons que la politique d'Emmanuel Macron et de son gouvernement tourne le dos à l'égalité, la justice sociale et la solidarité. Pour ce qui nous concerne, **nous sommes particulièrement scandalisés par « la loi répressive contre les migrant.es », « l'introduction de l'état d'urgence dans le droit commun », ce qui favorise « la répression des mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires »,... « sans oublier une politique militariste au niveau international ».**

Il faut le dire, et peut-être plus nettement encore que ne le dit l'Appel, la politique Macron est la poursuite d'une politique qu'il faut bien appeler impérialiste, qui porte la guerre à l'extérieur et voudrait n'y voir aucun lien avec le terrorisme subi à l'intérieur.

**\* La loi Collomb sur l'immigration et l'asile va encore aggraver une véritable « chasse aux migrants »,** les différents gouvernements européens faisant de la surenchère anti immigrés, prenant argument des décisions des uns pour durcir leur propre politique. A aucun moment bien sûr n'est pris en compte la responsabilité de la France comme des autres Etats européens dans la recherche d'un asile par des millions chassés de chez eux par la surexploitation de leurs ressources, voulant échapper à la répression des régimes dictatoriaux que nos gouvernants soutiennent, réfugiés climatiques en raison d'un réchauffement provoqué par nos surconsommations.

Oui, nous devons dire « Bienvenue aux réfugiés et aux demandeurs d'asile », refuser la loi Collomb, devenir nous-mêmes « délinquants solidaires » puisque le crime de solidarité est institué.

Oui, nous devons exiger que tous les demandeurs d'asile bénéficient d'un accueil décent de la part de l'État et des collectivités territoriales.

\* Il y a un aspect de cette politique militariste qui nous touche particulièrement, c'est la solidarité maintenue avec Israël alors que ce pays est engagé dans une folle fuite en avant criminelle dans son projet sioniste d'épuration ethnique et d'apartheid.

Alors qu'avec le soutien inconditionnel de Trump on a vu les snipers israéliens invités à tirer sur des manifestants désarmés parfois à plus de 100 mètres de la barrière érigée pour maintenir le blocus de Gaza et faisant ainsi une centaine de morts et des milliers de blessés, la France se contente de regretter qu'Israël ait manqué de retenue.

Ce qui doit être à l'ordre du jour, c'est le rappel de l'ambassadeur, c'est l'annulation de la saison France Israël, ce sont des poursuites contre les dirigeants politiques et militaires coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité, c'est la suspension de l'accord de coopération entre l'Union Européenne et Israël, ce sont des mesures de rétorsion contre le maintien en détention de Salah Hamouri, c'est la libération immédiate de Georges Ibrahim Abdallah.

## L'Union Juive Française pour la Paix appelle aux marches populaires du 26 mai

---

Voilà pourquoi nous vous invitons toutes et tous à vous inscrire dans la campagne Boycott, Désinvestissement Sanctions, tant qu'Israël ne respectera pas le droit international.

### **Pour que la « marée populaire » ne soit pas une « marche blanche »**

\* Une autre question nous préoccupe au premier chef, qui n'est dans l'appel que par allusion. Nous voulons parler du maintien, voire de l'aggravation des discriminations qui minent profondément la société française. C'est ce qui a justifié que l'UJFP publie « une parole juive contre le racisme » ;

Les débats autour du « plan Borloo » ont le mérite de mettre sur la place publique qu'il n'y a jamais eu de volonté politique de mettre fin à la politique d'exclusion, qui touche tout particulièrement ceux qui sont originaires des anciennes colonies, ainsi que les Roms.

Soit dit en passant, comme le fait remarquer Olivier Le Cour Grandmaison, en appeler à un nouveau Front populaire ne doit pas vouloir dire maintenir la politique coloniale qui a été celle de ce Front populaire !

En France aujourd'hui encore, les discriminations subies sont structurelles. L'État tient un discours antiraciste, mais structurelles sont les violences policières en direction des jeunes des quartiers, structurelles les politiques de relégation urbaine, structurelles les discriminations à l'emploi ou au logement, ce qui nous autorise à parler comme bien des spécialistes de racisme d'État, et à vouloir que se développe dans notre pays un véritable antiracisme décolonial.

Dans cet esprit, nous devons dire que nous sommes évidemment sensibles à l'antisémitisme et à sa résurgence, qui doivent être combattus, mais qu'il y a de la part de nos « élites » une politique totalement irresponsable à l'isoler de toutes les autres formes de racisme, à ignorer l'islamophobie, à assimiler antisionisme et antisémitisme - ce qui a pour conséquence à la fois de faire croire à un antisémitisme spécifique des « jeunes des banlieues » solidaires de la résistance palestinienne et de tenter de discréditer la campagne BDS.

**Oui, contre cette politique, pour une véritable alternative égalitaire de justice sociale et de solidarité, marchons ensemble le 26 mai et après !**

---



### **Appel aux marches populaires du 26 mai**

Un constat s'impose, Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française : politique d'austérité, destruction des droits des salarié.es,

introduction de la sélection à l'entrée de l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans emplois, réorganisation aggravant les inégalités en matière d'accès à la justice, réforme fiscale favorable aux plus riches, loi répressive contre les migrant.es, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires, utilisation de l'égalité femmes-hommes comme simple outil de communication, sans moyens financiers, alors que les femmes sont les premières concernées par les régressions sociales... sans oublier une politique militariste au niveau international. La multiplication des mesures prises avec brutalité sur tous les fronts a un objectif, celui de créer un effet de sidération et espérer ainsi empêcher toute riposte. Le patronat profite de la situation pour multiplier les restructurations et rester sourd aux revendications du monde du travail. En s'en prenant aux personnels à statut, en particulier aux cheminot.es, Emmanuel Macron espère, s'il l'emporte, casser tout esprit de résistance.

Ce coup de force peut échouer, car les mobilisations se multiplient dans le pays, chacune avec sa spécificité : journée nationale d'action, grèves, occupation d'universités, manifestations... Il appartient évidemment aux organisations syndicales de décider, avec les personnels concernés, de leurs formes d'action. Chacune d'entre elles a, a priori, des ressorts différents, mais au-delà de tel ou tel aspect, ce dont il est question concerne la nature même de la société dans laquelle nous voulons vivre. Voulons-nous vivre dans une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics et la sécurité sociale auraient disparu, où l'inégalité de traitement des territoires serait la règle, où l'accès à l'université serait de plus en plus réduit, où les lanceuses et lanceurs d'alerte et journalistes seraient bâillonnés, où les défis écologiques seraient soumis aux intérêts de la finance, où le logement, les HLM et les locataires seraient marchandises, où la lutte contre les discriminations se réduit à des discours ? Ou, au contraire, voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ? Tel est l'enjeu.

Le gouvernement espère que ces mobilisations sectorielles restent isolées et qu'il pourra les défaire les unes après les autres en tenant bon, en les laissant s'épuiser ou en les réprimant. Affichant sa détermination, il espère ainsi nous décourager. Il se trompe, comme le montre la multiplication des collectifs citoyens en lien avec les salarié.es, les retraité.es et les étudiant.es ainsi que le succès de la solidarité aux grévistes, notamment à ceux de la SNCF. Il s'agit maintenant d'aller plus loin et, toutes et tous ensemble, d'affirmer dans la rue que des alternatives existent, que nous ne nous résignons pas au sort que nous promet ce gouvernement. Il fait la sourde oreille, il faut le forcer à nous entendre et à retirer ses projets.

Dans le respect de nos champs d'interventions respectifs, nous voulons aller au-delà de toutes les mobilisations positives qui existent déjà et rassembler toutes les forces sociales, syndicales, associatives, politiques pour construire et réussir ensemble un grand rendez-vous citoyen. Partout en France organisons le samedi 26 mai une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité.

### **Marée Populaire le samedi 26 mai Pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité**

liste des rendez-vous en France sur

<https://mareepopulaire.fr/>